

Direction Départementale de la protection des populations de l'Isère

Service environnement

GRENOBLE, le 03/04/2023

Dossier suivi par : Annabelle SCHAFFNER
Tel : 04.56.59.49.99
Courriels : annabelle.schaffner@isere.gouv.fr
ddpp-inspectionicpe@isere.gouv.fr

Ref : DDPP38 2023 01651
Code AIOT : 0053800379

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAISANDERIE MEYER (GAEC)

28 bis, rue Charles PEGUY
38490 Saint-André-le-Gaz

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement FAISANDERIE MEYER (GAEC) implanté 28 bis, rue Charles PEGUY 38490 Saint-André-le-Gaz. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAISANDERIE MEYER (GAEC)
- 28 bis, rue Charles PEGUY 38490 Saint-André-le-Gaz
- Code AIOT : 0053800379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Faisanderie Meyer est autorisée à exploiter un élevage de 120 000 équivalents volailles sur la commune de Saint André le Gaz. L'élevage est notamment soumis à la directive IED et à la directive dite « nitrates ».

Actuellement, l'effectif animal est réparti sur plusieurs sites, situés sur 5 communes différentes, à la fois dans des bâtiments et dans des volières extérieures. Depuis 2022, le site d'élevage de Tramolé n'existe plus car le propriétaire souhaite récupérer ses terrains. L'exploitant a le projet de mettre en place des panneaux photovoltaïques sur ses volières.

L'inspection portait exclusivement sur les non-conformités constatées lors de l'inspection précédente du 7 décembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la déclaration GEREPE de l'exploitant,
- la gestion des risques incendie (extincteurs, numéros d'urgence),
- les installations électriques,
- la consommation en eau du site
- le suivi de l'épandage (plan et cahier d'épandage)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement est propre et bien entretenu.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 15.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 12.2.1	/	Sans objet
3	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 12.2.2	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 13	/	Sans objet
6	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 d)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La consommation en eau du site doit être mieux suivie par l'exploitant sur l'ensemble des sites d'élevage. Le cahier d'épandage doit être renseigné à chaque campagne et doit permettre de faire le lien entre les apports totaux prévus et ceux réalisés (apport minéral et organique).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Déclarer annuelle de ses émissions et transfert de polluants et déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m3/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m3/an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m3/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; – la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; – les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.
Constats : L'exploitant a initié son compte sur GEREP le 22 février 2023. La déclaration n'est actuellement pas finalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 12.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés le 6 août 2021 et le 9 août 2022. Les extincteurs sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 12.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Numéros d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.
Constats : Les consignes de sécurité sont affichées à l'accueil du site, à l'entrée de la zone d'élevage et dans le bâtiment d'élevage des lapins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées le 22 mars 2022 (pas de contrôles des installations électriques en 2021). Aucune non-conformité n'a été constatée sur le réseau haute tension et 41 observations ont été faites sur le réseau basse tension. Les petites réparations sont réalisées en interne, les réparations plus importantes sont effectuées par un électricien qualifié.
Observations : L'exploitant doit enregistrer: - soit dans un registre, - soit directement sur le rapport de contrôle des installations électriques, les réparations effectuées suite aux non conformité constatées. Ce registre des réparations peut être contrôlé lors des inspections.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 15.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé de la consommation en eau du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. Un relevé de la consommation d'eau est réalisé mensuellement et enregistré sur un registre.
Constats : Le site utilise l'eau de 2 forages et du réseau communal. Les sites dénommés "rue Peguy" et "rue Ferme de Vigny" à St André le gaz, utilisent l'eau issue du forage. Il n'y a pas de compteur d'eau sur les 2 forages. Les sites dénommés "Tapon" (3 compteurs sur 3 sites différents), "Musset" (1 compteur), "St Clair" (2 compteurs), "Pressin" (1 compteur) et "Leyrieu" (1 compteur) utilisent l'eau communal. Le compteur de Tramolé et Berlioz sont fermés. Les sites La Fontaine et St Baudile utilisent l'eau communal pour pour l'abreuvement des vaches de l'exploitant. Les relevés des compteurs sont faits via les factures de consommation d'eau. Il y a eu 11 relevés en 2022, entre février et novembre 2022. L'exploitant a consommé 3 197 m3 d'eau en 2022 (y compris les deux sites d'abreuvement pour les vaches), soit 1 654 m3 (sans les abreuvoirs à vaches). L'exploitant ne fait pas de relevés mensuels de sa consommation en eau du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 d)
Thème(s) : Élevage, Mise à jour du plan d'épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
Constats : Le plan d'épandage date de février 2022. Il n'a pas évolué depuis. Le plan d'épandage n'a pas pris en compte l'élevage de lapin du site. La SAU de l'exploitation n'est pas identifiable facilement. L'exploitant produit 26 840 tonnes d'azote sur une SAU d'environ 254 ha, soit 105,7 kg d'azote/ha (l'exploitant est en zone vulnérable).
Observations : Le plan d'épandage doit indiquer précisément toutes les sources de fumier/lisier issue de l'exploitation. De fait, le fumier issu de l'élevage de lapins de l'exploitation doit être intégré dans le plan d'épandage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Élimination des déchets de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.
Constats : Les déchets de l'exploitation sont gérés par la coopérative Oxyane (organisme stockeur). Les aiguilles issues des soins vétérinaires sont aussi reprises par la coopérative. Des attestations de remises de déchets sont renseignées par l'exploitant et Oxyane à chaque reprises de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Tenue à jour du cahier d'épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le cahier d'épandage 2021 a été mis en place sur l'exploitation de manière informatisé. Sur la campagne 2021, les apports prévus (plan de fumure), les dates d'apports réalisés, les doses d'azote, la nature des cultures, la quantité d'azote sont renseignés pour chaque parcelle du plan d'épandage.</p> <p>L'exploitant utilise 30 tonnes d'apports organiques dont 28 tonnes de fumiers de bovins et 2 tonnes de fumiers de volailles. Le fumier issu de l'élevage n'est pas enregistré dans le cahier d'épandage.</p> <p>Seuls les amendements minéraux sont renseignés.</p> <p>Sur le cahier d'épandage, campagne 2022, les apports prévus n'ont pas été renseignés.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit systématiquement renseigner la partie "apports prévus" (plan de fumure) du cahier d'épandage à chaque campagne.</p> <p>L'ensemble des apports minéraux et organiques doit être enregistré dans le cahier d'épandage et plan de fumure.</p> <p>La quantité d'azote épandu / ha doit être calculée directement sur le cahier d'épandage, à chaque apport réalisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois